

OUTFRONT

Un bulletin d'information axé sur les risques de crédit, d'investissements, politiques
et commerciaux en Afrique



Dans cette édition:

COVID 19 en Afrique – Point sur la situation

Une vision régionale

Projets phares

L'ACA dans le secteur de l'électricité

Actualités de l'institution

Offres d'emploi

Les nouveaux membres de l'ACA

Bienvenue à l'édition inaugurale du bulletin d'information de l'ACA



Johannesburg, Afrique du Sud

Voici la première édition du bulletin d'information de l'ACA qui, nous l'espérons, deviendra une édition régulière et devrait contribuer à informer les professionnels du secteur financier africain.

Dans ce bulletin, nous discuterons des risques ayant un impact sur les investissements et le commerce en Afrique en mettant l'accent sur le crédit et l'assurance contre les risques politiques.

L'existence de l'assurance-crédit passe souvent inaperçue malgré le fait qu'elle est souvent l'élément vital et invisible, qui est à la base d'une grande partie du financement essentiel aux échanges commerciaux et investissements en Afrique. Nous avons estimé qu'il était important, en particulier durant la pandémie du COVID-19, de braquer les projecteurs sur cet élément incontournable de l'architecture financière.

A l'instar de beaucoup d'autres institutions dans le monde, nous surveillons de près l'évolution de ce virus, conscients que nous ne pouvons pas mener cette bataille de façon isolée. Néanmoins, de par son rôle d'institution de développement, l'ACA ne peut rester les bras croisés. Nous continuons à mener nos activités, à souscrire, à payer les sinistres, à augmenter le nombre de nos membres et à nous concentrer sur le financement d'investissements à long terme, essentiels pour l'avenir de l'Afrique.

Nous espérons que ce premier numéro vous sera instructif. De plus, nous serions heureux de recevoir vos suggestions d'amélioration ou tout autre commentaire pour les prochains numéros.

John Lentaigne, DGI





Johannesburg, Afrique du Sud

À propos de l'ACA

L'ACA couvre les risques commerciaux et d'investissement des entreprises qui font des affaires en Afrique, en proposant principalement une assurance risque politique, une assurance-crédit et une assurance caution. Depuis plus d'une décennie maintenant, l'ACA a maintenu une notation « A/ Stable » dans le classement Financial Strength and Counterparty Credit de Standards & Poor's (S&P). En 2019, l'ACA a obtenu une notation A3/Stable dans le classement Moody's.

En 2019, l'ACA a clôturé l'année avec des couvertures réalisées d'une valeur de 6,4 milliards US\$ et a continué à afficher des résultats record pour la huitième année consécutive avec une croissance de 132 % du bénéfice net par rapport à 2018, notamment en raison de la forte demande pour les solutions d'assurance de l'ACA de la part du secteur financier international et des gouvernements africains.

www.ati-aca.org

Table des matières

| | |
|--|----|
| Covid-19 en Afrique – Point sur la situation | 4 |
| Une vision régionale | 6 |
| Focus sur les partenaires | 8 |
| Projets phares | 11 |
| L'ACA dans le secteur de l'électricité et des énergies renouvelables | 13 |
| Actualités de l'institution | 15 |
| Les nouveaux membres de l'ACA | 16 |
| L'ACA à la une | 17 |
| Événements à venir | 18 |
| Offres d'emploi / Opportunités de carrière | 19 |

COVID-19 en Afrique – Point sur la situation

Statistiques du CDC Afrique au 16 juin 2020

252 544

cas

6 779

morts

114 897

récupérations

Mise à jour sur les initiatives d'allègement de la dette pour les créanciers privés

En réponse aux appels du G20 à la suspension du paiement de la dette des nations les plus pauvres du monde pour le reste de l'année, le Groupe de travail des créanciers privés africains (AfricaPCWG) a été créé pour coordonner les points de vue de plus de 25 gestionnaires d'actifs et institutions financières représentant un total d'actifs sous gestion supérieur à 9 000 milliards de dollars.

Cette année, l'Afrique doit faire face à une facture de 44 milliards de dollars pour le service de la dette, tandis que la maladie respiratoire causée par le nouveau coronavirus (COVID-19) pourrait potentiellement infecter entre 29 et 44 millions de personnes en Afrique, ce qui menacerait de ravager les infrastructures sanitaires déjà fragiles dans la région.

Compte tenu de la pression croissante pour renforcer les systèmes sanitaires et de sécurité sociale, les pays africains doivent avoir accès à des capitaux. Si l'allègement de la dette peut sembler tentant, la complexité des négociations avec les créanciers privés ainsi que l'impact potentiel sur les notations et l'accès aux marchés des capitaux font que de nombreux pays africains ont préféré se concentrer, dans un premier temps, sur l'allègement de dettes vis-à-vis du secteur public.

L'AfricaPCWG apporte son soutien à cette approche et choisit de traiter avec les pays de manière individuelle dans une perspective à long terme de protection de leur accès aux capitaux, ce qui sera crucial dans les mois à venir.

(Les statistiques de cet article sont tirées du New York Times)

COVID-19 en Afrique: quelques exemples de réponses des gouvernements

Au moment de la rédaction de ce bulletin, le Ghana, le Sénégal et l'Afrique du Sud ont réussi, grâce à l'innovation, au leadership et à de solides actions de santé publique, à devancer la pandémie par rapport à certains pays occidentaux. Les experts soulignent que l'expérience de la région en matière de la lutte contre la récente épidémie d'Ebola et de gestion des maladies telles que le paludisme, la méningite, le VIH et la fièvre jaune, a pu les aider à lancer des actions efficaces beaucoup plus tôt que certaines des grandes économies industrialisées.



Ghana

Le Ghana a choisi d'adapter les solutions à sa réalité spécifique. Compte tenu de ses ressources limitées, ce pays de 28 millions d'habitants a développé très tôt un système de traçage des contacts qui a permis d'isoler les points chauds vers deux villes - Accra et Kumasi, où les ressources ont ensuite été dirigées. Avec 6 269 cas confirmés, il n'y a eu que 31 décès, la plupart étant liés à d'autres problèmes de santé sous-jacents. Le gouvernement a également mis en place une mesure visant à ce que tous les citoyens portent des masques afin de contrôler plus prudemment la propagation, dans un contexte où la distanciation sociale n'est pas pratique. Le Ghana est également en train de tester des traitements à base d'herbes traditionnelles et, pour l'avenir, le gouvernement prévoit de se concentrer sur la promotion de la fabrication locale d'articles prioritaires tels que les produits pharmaceutiques afin de se préparer à la prochaine pandémie.

(Statistiques tirées de « The Africa Report »)



Sénégal

Le Sénégal a lui aussi réagi rapidement à la pandémie. Depuis mars, date du début de la flambée de cette épidémie, ce pays de 16 millions d'habitants a enregistré 2 400 cas et seulement 25 décès. Son succès est imputable à une planification précoce qui a débuté en 2014 avec la création d'un centre permanent d'opérations d'urgence sanitaire, qui est connecté à un réseau mondial de santé, où l'on a appris l'existence du virus pour la première fois en janvier. Le gouvernement a ensuite mis en place un plan visant à disposer d'un lit d'hôpital pour chaque cas positif. La capacité initiale de 86 lits dans les unités de soins intensifs est passée à 900 au début du mois de mai et devrait être portée à 1 600 d'ici la fin mai, avec l'ajout de lits dans des centres de santé et des hôtels. En outre, le pays travaille avec le gouvernement britannique pour finaliser et distribuer le premier test de détection du coronavirus à 1 \$ au monde, qui donne les résultats en 10 minutes seulement.

(Statistiques tirées de « NPR »)



Afrique du Sud

L'Afrique du Sud s'est également beaucoup inspirée de son expérience passée et de son infrastructure sanitaire communautaire pour lutter contre la tuberculose et le VIH. Ainsi, en un mois seulement, le gouvernement a mobilisé 28 000 agents de santé pour dépister plus de 7 millions de personnes, soit plus d'un Sud-Africain sur dix. Le gouvernement a également augmenté le nombre de dépistages à 10 000 par jour, ce qui donne un résultat positif de 3 %. À ce jour, le pays de 58 millions d'habitants a enregistré 19 137 cas et 369 décès, soit le taux le plus élevé en Afrique. Malgré un système agressif de dépistage, de traçage et de confinement, les cas continuent d'augmenter et le pic devrait se produire en septembre. Grâce à sa vigilance et à sa position proactive, le gouvernement a fait savoir qu'il était prêt à maintenir des mesures telles que l'isolement social, les fermetures et les couvre-feux aussi longtemps qu'il faudra pour maîtriser le virus.

(Statistiques du Financial Times)

Une vision régionale

Fournir des informations pratiques aux entreprises sur la manière de gérer les risques dans un environnement actuellement marqué par le COVID.



Deepak Dave - le nouveau Directeur des Risques de l'ACA

L'ACA est mieux placée pour fournir des analyses pertinentes. Depuis son siège et ses bureaux basés en Afrique, l'ACA offre une perspective sur le terrain des risques auxquels sont confrontés les investisseurs et autres acteurs du monde des affaires sur le continent. Dans cette partie, nous interrogeons les membres clés des opérations de l'ACA afin d'identifier les défis et les opportunités des marchés africains.

Dans cette édition, Deepak Dave, le nouveau Directeur des Risques de l'ACA, nous éclaire de manière pragmatique sur les implications de la menace de COVID-19, sur la conduite des affaires en Afrique.

Q: Quelle est votre évaluation des impacts actuels et futurs de COVID-19 sur les marchés africains ?

Les conséquences les plus évidentes sont la chute spectaculaire de l'activité économique qui va nuire aux revenus sur tout le continent, ceux des gouvernements, des entreprises et des particuliers. La baisse des revenus et donc des dépenses publiques aura un impact considérable sur les dépenses sociales de nos pays, ce qui portera préjudice aux plus vulnérables. La baisse de la capacité des gouvernements à assurer la charge de la dette et à

continuer à dépenser pour le développement aura un effet d'entraînement important pendant des années sur notre capacité à faire du commerce, à lever des fonds sur les marchés internationaux et entravera notre ressource la plus précieuse, à savoir notre population.

Q: En guise de question complémentaire, quelle est votre évaluation de l'initiative actuelle du G20 et du Club de Paris visant à apporter une solution viable à la dette des créanciers privés due par les pays souverains de l'Afrique ?

Ce sont les moyens par lesquels le monde montre qu'il est aux côtés de l'Afrique en ces temps difficiles, et qu'il y aura une volonté de compréhension et d'empathie pour restructurer le fardeau de la dette et encourager les investissements de manière à améliorer la capacité du continent à rebondir à partir du point bas où nous sommes.

Toutefois, de nombreux gouvernements africains ont fait savoir qu'ils préféreraient le faire à leurs propres conditions, une impulsion admirable, car elle permettra aux priorités du continent de prendre le dessus et signifiera que l'accès aux marchés internationaux sera disponible à l'avenir.

Q: Quelles sont les industries qui risquent d'être les plus touchées par la pandémie, et quels sont vos conseils aux entreprises qui tentent de se maintenir le cap dans ces secteurs ?

Nous pensons que le tourisme, les voyages et les services connexes seront les premiers à être touchés. Ils ont des effets considérables sur les revenus



individuels, et surtout ils frappent très fortement les recettes en devises. Les chaînes d'approvisionnement dans l'agro-industrie et l'horticulture ont été ralenties, mais nous savons que la demande va plus manifestement rebondir, tout comme les entreprises de ressources et leurs chaînes d'approvisionnement.

Q: Quel conseil donneriez-vous aux financiers et aux investisseurs qui, comme beaucoup, peuvent être réticents à un engagement plus poussé en Afrique ?

Les 1,3 milliard d'habitants de l'Afrique constituent une partie croissante, prospère et pleine de ressources de l'économie mondiale. Nos ressources, nos produits de base et nos approvisionnements sont vitaux pour le redressement économique mondial, et rester avec nous sur le long terme sera toujours rémunérateur et gratifiant.

Nos gouvernements agissent dans le meilleur intérêt de leurs citoyens et ont commencé à travailler sur la manière dont nous allons nous redresser et respecter nos engagements envers les autres. Restez avec nous et on ne fera que s'améliorer.

Q: Où voyez-vous les opportunités ?

Le redressement sera le plus rapide dans les secteurs qui font partie des chaînes d'approvisionnement mondiales, au service de clients internationaux. Par exemple l'agroalimentaire, l'horticulture, le textile et les minerais. Dans les économies locales, la finance numérique et le commerce électronique prennent une part croissante des dépenses en monnaie locale pour les investisseurs ayant une stratégie moyen terme.

Deepak Dave apporte plus de 20 ans d'expérience internationale dans les domaines de la banque, des marchés de capitaux et de la finance privée. Il a occupé des postes de direction chez GE Capital, Exportation et développement Canada (EDC) et Barclays Investment Bank et a également fondé Riverside Advisory. Il est titulaire d'une licence de l'université McGill et d'une maîtrise de l'université de Londres.



Ankit Khandelwal - Directeur de l'Afrique au sein de la division des services bancaires aux entreprises de la Banque pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Les partenaires financiers sont un élément clé du modèle de développement de l'ACA. Qu'il s'agisse de réassureurs ou de banques, sans ces alliés importants, nous ne pourrions pas soutenir les gouvernements africains à la même hauteur - en les aidant à obtenir des prêts préférentiels qui se traduisent par une meilleure transparence, en leur offrant une voie vers une meilleure gouvernance et des projets qui répondent aux meilleures pratiques internationales et aux objectifs de développement des gouvernements. Cette section met en lumière certains de ces héros dans l'ombre qui sont essentiels pour aider les gouvernements africains à continuer à aller au-delà des aides.

Dans cette édition, nous vous présentons MUFG, qui est la plus grande banque du Japon et l'une des plus grandes au monde. MUFG est également le premier fournisseur de financements structurés en Afrique, avec un portefeuille de transactions dans chaque région du continent. Et, dans sa quête visant à servir l'Afrique, MUFG s'est également associée aux principales institutions africaines de financement du développement telles que l'ACA, AFC, Afreximbank et TDB, pour émettre des facilités de financement et des billets à ordre historiques.

Pour en savoir plus, nous avons rencontré Ankit Khandelwal, directeur de l'Afrique au sein de la division des services bancaires aux entreprises de la Banque pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Q: Pourriez-vous décrire brièvement votre rôle au sein de la MUFG - à quoi ressemble une journée typique ?

Je suis responsable de la création de nos activités en Afrique, couvrant un éventail de clients tels que des souverains, des entreprises étatiques, des entreprises privées et des IFD à travers le continent. Echanger avec toutes les parties prenantes est une part essentielle de mon rôle - nos clients, partenaires, investisseurs et collègues internes.

MUFG est une institution axée sur la clientèle, et nous avons une vision à long terme de nos relations avec nos clients. Des interactions régulières avec les clients, les mettant à jour sur les développements du marché, comprenant leurs propres besoins, et plus récemment comprenant comment ils réagissent et répondent à COVID-19 ; tout cela est essentiel pour que MUFG puisse accompagner efficacement ses clients en fournissant des solutions sur mesure pour leurs besoins de financement.

Q: Quelle importance stratégique le portefeuille Afrique joue-t-il dans la stratégie de croissance globale de la Banque ?

L'objectif de MUFG est d'abord de soutenir et de développer notre clientèle africaine locale, en tirant parti de notre solide bilan et de notre plateforme de distribution mondiale. Deuxièmement, nous voulons soutenir notre clientèle mondiale dans son expansion commerciale en Afrique. La collaboration avec les partenaires multilatéraux et les IFD constitue un élément clé de cette stratégie.



MUFG s'est attachée à combler le déficit de financement en offrant une liquidité institutionnelle à long terme sur le continent. Au cours des 12 aux 18 derniers mois, MUFG a réalisé de nombreuses transactions avec le soutien de l'ACA, notamment pour la République du Bénin, la République de Côte d'Ivoire et la République du Togo. La participation proactive de l'ACA, qui a tiré parti de son statut de créancier privilégié, a été essentielle pour attirer la participation du secteur privé - tant auprès des assureurs que des investisseurs.

Nous sommes une banque de premier plan pour les grandes IFD africaines telles qu'Aleximbank, TDB et AFC. MUFG a conduit toutes leurs opérations sur les marchés financiers, les prêts syndiqués et les prêts samourais pendant de nombreuses années. Ces institutions, ainsi que l'ACA, sont considérées comme des partenaires stratégiques pour MUFG en Afrique. Je pense que les opportunités qu'offre l'Afrique continueront à attirer les entreprises mondiales et les investisseurs internationaux à moyen terme, quand bien même COVID-19 va ralentir la dynamique à court terme.

Q: Pendant cette période de COVID-19, quels sont les changements auxquels vous procédez ou que vous anticipez, vis-à-vis de votre courant d'affaires en Afrique?

Nous continuons à accompagner nos clients, en leur proposant une approche orientée « solutions de financement compétitives ». Compte tenu de la dislocation des marchés de capitaux publics, puis un nombre important d'émetteurs africains n'ayant effectivement pas accès à ces marchés, les institutions multilatérales et les IFD joueront un rôle clé pour catalyser le financement du secteur privé. La collaboration avec ces institutions sera une composante clé de notre activité au cours des 12 prochains mois, permettant à MUFG de fournir des solutions rentables et à long terme à nos clients.

Q: Quelle est votre estimation globale de l'impact probable de COVID-19 sur l'Afrique et que fait MUFG pour l'atténuer - qu'est-ce qui vous amène à rester en alerte ?

COVID-19 est le plus grand défi sanitaire auquel l'humanité ait été confrontée depuis des générations. Les gouvernements du monde entier ont réagi en fermant effectivement leurs économies. Les États africains ont été très proactifs en prenant des mesures sans précédent pour protéger leurs citoyens. Ces mesures ont permis d'atténuer les taux d'infection et de mortalité sur le continent et j'espère que cela restera le cas.

Toutefois, dans une économie mondialisée, la protection des économies locales constituera un défi plus important. Le FMI prévoit la pire récession depuis les années 1930, le PIB de la région subsaharienne devant se contracter de 1,6 % en 2020 (contre une croissance de 3,1 % en 2019). De nombreux pays disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour atténuer les répercussions économiques. Le FMI, le groupe de la Banque mondiale et la BAD ont déjà lancé diverses initiatives, mais il faudra en lancer d'autres à mesure que l'attention se portera sur la lutte contre les répercussions économiques de la crise. MUFG continuera à s'engager auprès de nos clients et à les soutenir dans cette situation inédite. Je ne doute pas que l'Afrique sortira plus forte dans un monde post-COVID.

Q: On dit souvent que d'un environnement difficile peuvent jaillir de belles opportunités. Quelles sont les opportunités que vous voyez en ses temps difficiles?

Chaque crise s'accompagne de nouvelles opportunités. La crise actuelle a obligé les institutions et les individus à s'adapter à une nouvelle façon de travailler. MUFG s'est certainement bien adaptée et nous continuons à tenir nos promesses pour nos

Focus sur les partenaires (suite)

clients. Je suis certain que certaines des nouvelles méthodes de travail se poursuivront à l'avenir, ce qui permettra d'adopter une approche plus efficace du travail. Sur un plan plus immédiat, MUFG continue de créer une filière active pour les souverains, dont le besoin immédiat est de financer leur réponse à COVID - à la fois en termes de réponse sanitaire et de réponse économique plus large.

Nos investisseurs institutionnels axés sur l'ESG sont prêts à déployer des financements à long terme pour l'Afrique avec des transactions bien structurées soutenues par les Banques Multilatérales de Développement (BMD). Les Agences de Crédit à l'Exportations (ACE) continuent d'être actives en Afrique et certaines d'entre elles s'alignent pour répondre à la crise immédiate.

MUFG répond aux besoins de financement immédiats tout en se concentrant sur des projets à moyen terme fondamentaux pour la croissance à long terme du continent : infrastructures sociales, électricité et ressources naturelles.

Nous sommes conscients des défis à court terme auxquels nos clients sont confrontés et nous continuerons à soutenir le continent dans la réalisation de son potentiel à long terme.

Q: Quel est l'objectif/stratégie à court terme de la Banque pour l'Afrique?

Nous continuerons à développer et à améliorer nos succès des 18 derniers mois en mettant l'accent sur l'introduction de nouvelles sources de liquidités pour financer les besoins de l'Afrique. En plus de l'introduction de liquidités institutionnelles à long terme pour des projets souverains et stratégiques, MUFG a levé plus d'un milliard US\$ de liquidités à moyen terme auprès de banques locales japonaises pour un certain nombre de nos transactions, y compris pour les IFD.

MUFG a toujours soutenu le développement en Afrique en organisant des financements pour les souverains, les quasi-souverains et les IFD.

MUFG continuera à tirer parti de la solidité de son bilan et de la puissance de sa plateforme de distribution pour proposer des solutions de financement compétitives. Dans cette optique, nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires - ACA, TDB, Afreximbank et AFC, ainsi qu'avec d'autres institutions multilatérales.

Nous voulons approfondir et renforcer nos relations existantes, tout en nourrissant de nouvelles relations. MUFG s'engage sur le continent et continuera à soutenir ses clients, malgré les défis à court terme auxquels nous sommes actuellement confrontés.



Comment le reprofilage de la dette africaine contribue à la réduction des impacts économiques du COVID-19



De nombreux pays africains réexaminent actuellement la structure de leur dette

Le dernier rapport du FMI sur le Togo, publié le 16 avril 2020, a cité l'opération de reprofilage de la dette du pays comme un facteur contribuant à réduire la valeur actuelle nette de la dette publique totale du pays.

En temps normal sans COVID-19 ni dommage économique provoqué dans le monde entier, cette nouvelle serait passée inaperçue. En Afrique, l'impact de cette crise sociale et économique pourrait plonger le continent dans sa première récession depuis 25 ans tout en lui faisant perdre entre 3,4 % et 4,1 % de son PIB. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que le FMI a mentionné l'évolution positive du Togo vers une gestion durable de la dette.

Suite au succès de ce programme, le Togo a récemment annoncé l'obtention d'un deuxième prêt de 150 millions d'euros auprès des marchés financiers internationaux. Ce second prêt permettra également de restructurer la dette à court terme dans le cadre de l'initiative de gestion de la dette du pays, qui devrait également renforcer les efforts d'atténuation des impacts économiques de COVID-19. L'ACA a fourni une

garantie de 100 % sur le prêt au Togo et aujourd'hui, après de multiples actions en soutien à des pays d'Afrique de l'Ouest, d'autres pays d'Afrique prennent bonne note.

Le Togo, comme quelques autres pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger, a bénéficié d'un outil de financement mixte peu connu qui utilise des mesures de renforcement du crédit, ou garanties, d'institutions multilatérales pour abaisser le coût de l'emprunt et obtenir des prêts à plus long terme.

Les fonds obtenus de ces nouveaux emprunts ont été alloués au rachat de dettes existantes plus coûteuses et à courte maturité, réduisant ainsi, dans de nombreux cas, le coût du service de leur dette à plus de 100 %.

Dans le contexte actuel de COVID-19, ces transactions, qui ont eu lieu en grande partie avant la pandémie, sont désormais appréciés sous un angle meilleur. En Afrique, comme dans d'autres régions en voie de développement, cette stratégie a évolué au



fur et à mesure que le financement des donateurs diminuait, que les besoins en infrastructures des pays augmentaient et que l'accès au financement commercial était limité ou à un coût exorbitant. En conséquence, les gouvernements se sont tournés vers les garanties de crédit multilatérales, généralement de la Banque mondiale, pour réduire les coûts d'emprunt. Cependant, ces garanties ont également été confrontées à leurs propres difficultés : elles étaient rares et assorties de conditions restrictives.

En 2018, pour combler cette lacune, l'ACA a contribué à la création d'un outil novateur de renforcement du crédit auprès des emprunteurs souverains africains, qui a utilisé les produits existants disponibles sur le marché privé de l'assurance et de la réassurance, protégeant ainsi les prêteurs potentiels contre le non-paiement et la rupture unilatérale de contrat. Dans le cadre d'une transaction accompagnée par l'ACA, MUFG a octroyé un prêt de 260 millions d'euros au Bénin, qui a ensuite été distribué aux investisseurs institutionnels, ouvrant la voie à une toute nouvelle catégorie d'investisseurs pour la dette africaine.

Dans l'un de ses premiers rapports établis sur

l'opération de reprofilage du Bénin, le FMI a noté un gain net positif sur toute la durée du prêt, indiquant que « l'opération a remplacé la dette intérieure coûteuse et de courte durée (avec un taux d'intérêt moyen de 7½ % et une durée résiduelle de 5½ ans) par une dette extérieure à de meilleures conditions (taux d'intérêt de 3½ et durée de 12 ans) ».

Un récent communiqué de presse publié par le gouvernement du Togo indique que « la mise en œuvre réussie de cette stratégie permet de positionner le pays comme un emprunteur de référence sur les marchés internationaux, d'améliorer l'évaluation par le FMI du risque de surendettement du pays et de réaliser des économies substantielles dans le service de la dette dès cette année et au cours des deux prochaines années ».

Le communiqué de presse complet du gouvernement du Togo est disponible sur ce lien <https://www.republi-coftogo.com/Toutes-les-rubriques/Finances/Strategie-de-gestion-active-de-la-dette>



Notre mission

Au cours des dernières années, l'ACA a renforcé sa capacité institutionnelle dans le secteur de l'électricité en mettant l'accent sur les énergies renouvelables. Cela a été possible grâce au soutien de partenaires internationaux tels que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la banque allemande de développement, KfW. Parmi les principales mesures prises par l'ACA figurent le recrutement et la formation de personnel spécialisé ainsi que le lancement des initiatives suivantes:

1. La Facilité régionale de soutien aux liquidités (RLSF) est une initiative conjointe de l'ACA et de la KfW lancée pour la première fois en 2017. La RLSF est une facilité de liquidité renouvelable qui est disponible pour les petits et moyens projets d'énergie renouvelable dans les pays membres de l'ACA qui ont signé un protocole d'accord avec l'ACA.
2. La Facilité africaine de garantie de l'énergie (AEGF), un traité de réassurance qui fournit à l'ACA une capacité supplémentaire pour soutenir les projets

d'énergie durable sur le continent africain. La facilité a été lancée en mars 2018 dans le cadre du soutien promis par la BEI à l'initiative des Nations Unies intitulée « Énergie durable pour tous » (SE4All).

3. L'outil de transparence, une plateforme en ligne qui permettra à l'ACA de recueillir les informations de paiement des producteurs indépendants d'électricité (PEI) et de suivre le comportement de paiement effectif des services publics africains. Cette plateforme a été officiellement lancée en juin 2019 lors du Forum africain de l'énergie. Périodiquement, l'ACA rendra publics des rapports agrégés montrant les tendances de paiement des services publics.

Ces diverses initiatives, ainsi que les produits existants de l'ACA, continueront à contribuer aux efforts visant à attirer des investissements supplémentaires dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique.

L'ACA dans le secteur de l'électricité et des énergies renouvelables (suite)

Impact de COVID-19

Il faut plusieurs années aux projets d'énergie développés en Afrique subsaharienne pour atteindre la clôture d'un montage financier et entamer la phase commerciale. Ainsi, les effets de COVID-19 peuvent ne pas être perçus immédiatement car les projets seront impactés différemment selon leur stade de développement.

Les retards accusés jusqu'à présent dans la construction de projets d'électricité vont probablement entraîner une demande accrue de garanties de bonne exécution, qui protégeront les IPP contre le risque que les entrepreneurs en ingénierie, approvisionnement et construction (EPC) ne livrent pas le projet en temps voulu.

De même, les discussions qui ont lieu sur la plupart des marchés, entre les IPP et les compagnies d'électricité sur l'interprétation et l'application des clauses de force majeure, signifient que les accords de projet (généralement les accords d'achat d'électricité et les accords de soutien public) seront soumis à un examen plus minutieux de la part des développeurs de projets, des prêteurs et des assureurs/fournisseurs de garanties tels que l'ACA.

D'autre part, les compagnies d'électricité ressentiront les effets de la pandémie à court terme en raison de la réduction de la demande d'électricité résultant du ralentissement économique, du recouvrement limité des créances sur les petites et moyennes entreprises (PME) et de l'amnistie accordée aux ménages sur certains marchés. Ces difficultés supplémentaires auront un impact négatif sur la situation financière des services publics africains, qui n'étaient déjà pas considérés comme solvables avant la pandémie.

En conséquent, on s'attend à ce que la demande d'outils de renforcement du crédit (tels que la RLSF) s'accroisse. En outre, les prêteurs commerciaux qui envisageaient de financer certains projets électriques avant COVID-19, pourraient ne pas avoir le même appétit en raison d'un marché du crédit plus contraignant à l'avenir. A supposer qu'ils soient toujours en mesure de poursuivre les projets, les prêteurs pourraient exiger des outils d'amélioration du profil de risque, des assurances et/ou des garanties supplémentaires dont ils n'avaient peut-être pas besoin avant la pandémie.

En tant que l'une des principales IFD du continent, l'ACA reste bien placée pour soutenir des projets viables dans toute l'Afrique en vue de contribuer à accroître l'accès à l'électricité et, par conséquent stimuler le développement économique et social.

Consultez la prochaine édition du bulletin d'information pour obtenir des détails sur les projets énergétiques soutenus par l'ACA.

Annnonce des nominations au niveau de la direction

Lors de sa dernière réunion tenue en février, le Conseil d'Administration de l'ACA a annoncé des décisions clés en matière de personnel de direction afin d'assurer la continuité des activités et sa capacité opérationnelle.



Reconnaissant les réalisations significatives du Directeur général par intérim sortant

John Lentaingne, qui quittera ACA à la mi-2020 pour rentrer en Europe, continuera à exercer ses fonctions de DG par intérim jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle (AGA) de la société, qui devrait avoir lieu à mi-juillet. Dans son annonce, le Conseil d'Administration a reconnu l'excellent leadership de John dans son rôle de DG par intérim et, avant cela, en tant que Directeur de la Souscription (CUO). Sous sa direction, l'ACA est devenue un partenaire agile et innovant, offrant aux gouvernements africains des solutions qui ont été reconnues par des institutions telles que le FMI comme des options viables pour aider les gouvernements à améliorer leur niveau de gestion de la dette et leur accès à des capitaux abordables.



Un nouveau Directeur des Risques rejoint l'équipe de Direction

Deepak Dave a été recruté pour occuper le nouveau poste de Directeur des Risques, qui est entré en vigueur en février 2020.

Le rôle principal de Deepak est d'améliorer le contrôle de gestion des risques et de superviser la mise en place d'une dimension ESG (Environnement, Social et Gouvernance) dans la conduite des opérations de l'ACA.



Un personnage bien connu nommé au poste de Directeur de la Souscription

Benjamin Mugisha, l'actuel Souscripteur en chef par intérim, a été nommé Souscripteur en chef à titre définitif, effectif au troisième trimestre 2020.

Les nouveaux membres de l'ACA



La BEI et la KfW continuent à jouer un rôle essentiel dans l'expansion de l'ACA

Les partenariats stratégiques ont été au cœur de l'expansion rapide du nombre de membres de l'ACA au cours des dernières années. Des institutions financières telles que la KfW et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) continuent de jouer un rôle essentiel en accordant aux futurs États membres des prêts à des conditions préférentielles et des subventions pour couvrir leur participation à l'ACA.

En 2019, la Banque allemande de développement, KfW, et le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (MBZ) ont annoncé le premier accord de financement dans le cadre du partenariat pour la réforme et l'investissement avec le Ghana. Au titre de cet accord, le Ghana a reçu 16 millions d'euros pour finaliser son adhésion à l'ACA.

Par ailleurs, la BEI a annoncé en 2019 une facilité de financement concessionnelle, qui a été dévoilée lors du Forum pour l'investissement en Afrique. Dans le cadre de cette facilité, la BEI s'est engagée à financer

la participation du Cameroun, du Niger et du Togo à l'ACA avec une enveloppe de 37,5 millions US\$ pour soutenir le capital social du Cameroun, du Niger et du Togo.

C'est la première fois que la BEI accompagne l'élargissement de la base d'actionnaire de l'ACA, ce qui devrait permettre d'apporter de la capacité supplémentaire en assurance pour les investissements dans la région. Les conditions d'investissement et d'adhésion pour ces trois pays ont été finalisées, et le Cameroun devrait adhérer à l'ACA dans les prochaines semaines.

On prévoit déjà de nouveaux versements dans le cadre de ces partenariats stratégiques, dont la Banque Africaine de Développement, qui devraient permettre à l'Angola, au Burkina Faso, au Tchad, à l'Égypte, au Mali, au Sénégal et à une poignée d'autres pays de devenir membres l'année prochaine.



S&P confirme la notation de « A/Stable outlook » et relève l'importance de la politique de l'ACA au sein de la région

Dans son récent rapport et notation, S&P a noté que l'ACA s'était engagé à conserver sa politique de soutien à l'Afrique, malgré les défis économiques liés à COVID-19 dans la région.

- Les raisons de cette notation sont les suivantes: une forte croissance des fonds propres à 349 millions US\$; une croissance soutenue des opérations en 2019, avec une augmentation de 70 % des primes brutes émises par rapport à 2018, une augmentation de 134 % du bénéfice net et une expansion significative de la base d'actionnaires, qui a conduit à une exposition brute record de 6,4 milliards US\$.
- Le rapport a également noté le « solide bilan de l'ACA en matière de traitement préférentiel des créanciers », avec le recouvrement intégral de toutes les créances d'obligations souveraines des années précédentes.

- Des pratiques saines de gestion des risques de l'institution, renforcées par des recrutements stratégiques tels qu'un Directeur des Risques en février 2020, ont également été citées parmi les facteurs clés soutenant la notation de l'ACA.

Le rapport peut être consulté sur le lien suivant :
http://www.ati-aca.org/wp-content/uploads/2020/04/RatingsDirect_AfricanTradeInsuranceAgency_44729433_Apr-30-2020.pdf

Événements à venir



Les événements sont virtuels

Avant le COVID-19, l'ACA s'était engagée à participer à divers événements extérieurs. Bien que ces activités aient été reportées en majorité, certaines organisations courageuses ont choisi de maintenir les échanges mais en ligne cette fois-ci. Parmi elles, TXF, qui a tenu son événement de l'Afrique de l'Ouest virtuellement.



aef2.0 du 30 juin au 3 juillet

aef2.0 est une série de diffusions numériques quotidiennes gratuites d'EnergyNet et de mise en réseau avec les leaders de l'industrie de la communauté aef. Sous le thème «Investissement et impact - De la réponse à la reprise», aef2.0 donne la voix aux décideurs politiques et aux investisseurs qui s'efforcent de trouver la bonne voie à suivre en cette période sans précédent.

Écoutez les dirigeants du secteur de l'énergie débattre de questions cruciales telles que la manière dont COVID-19 a fondamentalement changé les stratégies d'investissement, les plans de protection et de reconstruction des économies africaines et la manière de renforcer la résilience des projets dans le domaine de l'énergie

Pour en savoir plus: <https://bit.ly/2XSLVZ1>



Première Assemblée Générale virtuelle de l'ACA: mi-juillet

L'ACA se prépare à organiser sa première Assemblée Générale virtuelle de ses actionnaires. L'Assemblée Générale telle que prévue par l'ACA, englobait initialement la tenue d'événements parallèles et devait avoir lieu à Kampala, en Ouganda. En raison des restrictions de voyage, des problèmes sanitaires et de sécurité engendrés par COVID-19, la réunion physique a été reportée à 2021. L'ACA organisera en revanche une réunion virtuelle de ses actionnaires à la mi-juillet, qui sera fermée au grand public.



Nous sommes toujours à la recherche de professionnels talentueux

Dans les mois à venir, l'ACA devrait recruter de nombreux collaborateurs de niveau junior et sénior, car l'organisation continue à renforcer ses capacités afin de répondre à son expansion. En plus des offres d'emploi, l'ACA publie également des annonces destinées aux fournisseurs de biens et de services.

Afin de soutenir son expansion, l'ACA publie actuellement des annonces pour les postes suivants :

- Assistant administratif (finances)
- Analyste crédit
- Responsable Comptable
- Actuaire Senior
- Responsable Environnement, Social et Gouvernance (ESG)
- Assistant comptable technique

L'ACA offre un environnement de travail dynamique et multiculturel qui s'efforce d'atteindre la parité des sexes et un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée au sein de l'institution.

Toute personne dont le profil pourrait correspondre à l'un des postes vacants, est invitée à soumettre sa candidature.

Pour plus d'information sur lesdites offres d'emploi, veuillez consulter le site web : <http://www.ati-aca.org/fr/a-propos-de-nous/opportunités-de-carriere>



SIEGE DE L'ACA AU KENYA

Kenya Re Towers, 5ème étage, Off Ragati Road, Upperhill

Adresse postale: 10620, G.P.O. 00100, Nairobi, Kenya

Tél. (+254) 20 272 6999 / 271 9727

Portable. (+254) 722 205 007

Fax. (+254) 20 271 9701

Courriel. info@ati-aca.org

CÔTE D'IVOIRE

Abidjan, Côte d'Ivoire

Portable: (+225) 77 571 448

Courriel: cotedivoire@ati-aca.org

BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

Lusaka, Zambie

Tél: (+260) 211 227 745

Portable: (+260) 978 778 545

Courriel: zambia@ati-aca.org

TANZANIE

Dar es Salaam, Tanzanie

Tél: (+255) 22 260 1913 / 1938

Portable: (+255) 782 390 531

Courriel: tanzania@ati-aca.org

UGANDA

Kampala, Ouganda

Tél: (+256) 312/393 908 999

Portable: (+256) 776 966 900

Courriel: uganda@ati-aca.org

BUREAU RÉGIONAL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cotonou, Bénin

Courriel: benin@ati-aca.org